

La dématérialisation des marchés publics : au 1er octobre 2018 les offres papier seront irrégulières

La dématérialisation des marchés publics devient obligatoire à compter du 1er octobre 2018 pour la majorité des marchés publics. Ceci signifie que pour la plupart des marchés publics les acheteurs publics devront déclarer irrégulières les offres qui leur seront transmises au format papier. Les enjeux sont importants et les entreprises ont tout intérêt à prendre leurs précautions pour être prêtes le jour J, d'une part en achetant un certificat de signature électronique valide, d'autre part en se formant à la réponse électronique aux marchés publics. L'acheteur devra également offrir un accès libre, direct et complet aux données essentielles des marchés publics.

Les sources des obligations de la réponse électronique

Pour les entreprises, les obligations relatives à la transmission des candidatures et des offres par voie électronique trouvent leurs sources dans l'article 41 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Cet article 41 dispose que

I. - Toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués par des moyens de communication électronique lorsqu'une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication à compter du 1er avril 2017 pour les centrales d'achat et du 1er octobre 2018 pour les autres acheteurs.

Quelles obligations à compter du 1er octobre 2018 ?

Les échanges doivent être dématérialisés

Les obligations de dématérialisations concernent aussi bien les entreprises que les acheteurs. Ainsi à partir d'un montant de 25 000 euros HT, tous les échanges pendant la procédure de passation d'un marché public doivent être dématérialisés.

Ainsi à compter de l'échéance les acheteurs doivent pouvoir :

- mettre à disposition les documents de la consultation ;
- recevoir les candidatures et les offres par voie électronique ;
- échanger de manière dématérialisée avec les entreprises notamment dans le cadre des questions et des réponses ;
- effectuer les diverses notifications des décisions (lettre de rejet, etc.).

Une offre papier devient irrégulière,

La date limite du 1er octobre 2018

Pour les acheteurs autres que les centrales d'achat, l'obligation de recevoir les plis par voie dématérialisées devient effective pour toute consultation engagée ou avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication à compter du 1er octobre 2018.

Il est probable que de nombreux acheteurs n'imposeront la réponse électronique qu'à la dernière limite, si bien qu'il subsistera encore des réponses papier qui arriveront après cette date notamment pour les marchés publics dont l'avis d'appel à la concurrence aura été envoyé à la publication avant le 1er octobre 2018.

Ainsi un avis de marché envoyé par exemple le 25 septembre 2018 pourra encore accepter la réception d'offres papier après la date du 1er octobre 2018.